

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL

Usine de Bavent
4 route de Troarn
14860 Bavent

Références : 2025-113
Code AIOT : 0003900787

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement TERREAL implanté rue des Bois 50620 Amigny. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL
- rue des Bois 50620 Amigny
- Code AIOT : 0003900787
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TERREAL exploite une carrière d'argiles située sur les communes d'Amigny et de Thérival. Ces installations ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 17 octobre 2018 pour une durée de 30 ans et pour une production maximale annuelle de 80 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Suivis écologiques et mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 39.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Exploitation - protection des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 16.4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 12	Sans objet
2	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 22	Sans objet
3	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 29.3-2	Sans objet
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 31	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 29.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26 février 2025 avait pour objectif de contrôler, par sondage, le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2018 de la carrière d'Amigny de la société TERREAL.

Les points suivants ont été contrôlés : le respect des modalités d'exploitation, la prévention des pollutions ainsi que les suivis écologiques et environnementaux (rejets d'eaux et émissions sonores). Il ressort de cette inspection que l'exploitation de la carrière d'Amigny est réalisée de façon satisfaisante néanmoins, il conviendra de veiller à bien transmettre annuellement le plan d'exploitation de la carrière ainsi que le plan d'action associé à la replantation de la haie située au sud du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont a minima reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et ses abords dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau,- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, fronts, banquettes, stocks de matériaux, ...),- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins de décantation, séparateur d'hydrocarbures, ..), la pente maximale des pistes de circulation des véhicules et des engins, les zones de stockage des stériles provenant de l'activité d'extraction, les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité départementale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le 26 février 2025, l'exploitant de la carrière d'Amigny a présenté un plan d'exploitation datant du 29 novembre 2024. Celui-ci contient les informations prévues par cette prescription (limite du site, bande de non-exploitation des 10 mètres, cotes d'altitude, emprise des infrastructures, etc.). Néanmoins, ces plans ne sont pas transmis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie de façon annuelle tel que prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En effet, le dernier plan reçu date de décembre 2022. L'exploitant veillera à transmettre, au moins une fois par an, le plan d'exploitation mis à jour de sa carrière. Cet envoi peut être électronique (ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : 477, boulevard de la Dollée BP 70271 50001 Saint-Lô Cedex.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : 22.1 - L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'une pelle hydraulique. Il ne sera pas fait usage d'explosifs. 22.2 - Les gradins ont une hauteur unitaire de 5 mètres maximum. Leur nombre est limité à 5. La carrière est exploitée jusqu'à la côte minimale de fond de fouille de + 13 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale : - à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas, - à 3 mètres en fin d'exploitation. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes. Cette progression est conduite en tenant compte des caractéristiques du gisement (pendage, failles, ...) afin d'assurer la stabilité des gradins. 22.3 - La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 6 mètres.
Constats : L'exploitation de la carrière d'Amigny est réalisée au moyen d'une pelle hydraulique, sans utilisation d'explosifs. Le 26 février 2025, la présence de deux gradins d'une hauteur inférieure à cinq mètres a été constatée et la hauteur des stocks de matériaux ne dépasse pas la limite fixée à six mètres. Enfin, aucune anomalie n'a été constatée concernant la largeur des banquettes horizontales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 29.3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : L'émissaire de rejet est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5, - le débit maximal de rejet est de 1 469 m ³ /j (17 L/s) (ce débit de rejet doit être garanti même en cas de phénomènes pluvieux importants), - la température est inférieure à 30°C, - les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,

- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant met en place un suivi permettant d'évaluer les volumes d'eaux rejetées.

Les eaux rejetées au point identifié ci-dessus font l'objet d'une analyse annuelle, sur un prélèvement représentatif de l'exploitation, sur les paramètres pH, température, conductivité, MEST, DCO, hydrocarbures totaux. Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception des résultats.

Constats :

La carrière d'Amigny dispose d'un canal de mesure du débit et de prélèvement conforme à cette prescription.

Le 26 février 2025, l'exploitant de la carrière a présenté les résultats des dernières analyses annuelles des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces rapports (réf. E.2024.23275-1 et E.2024.23275-2 du 4 décembre 2024) établis par le laboratoire LABÉO FRANCK DUNCOMBE laissent apparaître un léger dépassement de la concentration en matières en suspension causé par des pluies torrentielles et le ruissellement du chemin d'accès selon l'exploitant. Les résultats des contrôles des années précédentes étant quant à eux conformes. De plus, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau bassin de décantation sera creusé au cours du 1^{er} semestre 2025 conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale de cette carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

31.1 - Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :

	JOUR période allant de 7h à 18h sauf samedi, dimanche et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en limite	70 dB(A)

Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété	70 dB(A)
Émergence maximale dans les ZER	5dB(A) ou 6 dB(A)

Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A), l'émergence maximale est de 6 dB(A). Si le niveau de bruit ambiant excède 45 dB(A), l'émergence maximale est 5 dB(A).

31.3 - Un contrôle des niveaux sonores est effectué au début de chaque nouvelle phase pour laquelle les fronts de taille se rapprochent des habitations et a minima tous les 5 ans.

Constats :

Le 26 février 2025, l'exploitant de la carrière d'Amigny a présenté l'évaluation des niveaux sonores dans l'environnement réalisée par la société CPIA en date du 24 septembre 2021.

Des mesures ont été réalisées en trois points, l'un en périphérie du site (limite de propriétés Ouest) et les deux autres à proximité des habitations les plus proches (un au Nord-Est et l'autre au Nord-Ouest du site).

Les résultats de ces contrôles sont les suivants : un niveau sonore de 36 dB(A) en limite de propriété (pour une limite fixée à 70 dB(A)) et des niveaux d'émergence de 1,5 et 1 dB(A) (pour une limite fixée à 6 dB(A)).

En conclusion, il ressort de ce contrôle que les émissions sonores de la carrière respectent les niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété ainsi qu'en zones à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivis écologiques et mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 39.3

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

La remise en état conduit à la mise en place de milieux naturels ayant un fonctionnement naturel et autonome.

L'exploitant doit veiller à la pérennité des mesures de protection de la biocénose et des habitats naturels.

Des suivis écologiques doivent permettre de vérifier l'efficacité des mesures de protection réalisées au cours de l'exploitation et de la remise en état.

Conformément aux dispositions de l'article 34 du présent arrêté, ces suivis écologiques portent sur :

- la préservation et l'aménagement des zones humides,
- les plantations de haies,
- l'inventaire relatif à l'avifaune,
- l'inventaire relatif aux amphibiens.

Un rapport relatif à ces suivis intégrant un commentaire sur la mise en œuvre des mesures de préservation et, le cas échéant, des propositions ou des préconisations pour les rendre plus efficaces doit être transmis tous les 5 ans à l'inspection des installations classées (unité départementale de la Manche). Le premier rapport devra être transmis avant le 30 juin 2024.

Constats :

Le 26 février 2025, l'exploitant de la carrière d'Amigny a présenté le rapport de suivi des mesures écologiques établi par le bureau d'étude Pierre Dufrêne de novembre 2024. Celui-ci porte sur le suivi des mesures compensatoires, des amphibiens et de l'avifaune. La conclusion de ce rapport précise que les suivis effectués depuis 2020 montrent la bonne mise en œuvre de l'ensemble des mesures d'accompagnement préconisées (plantation de haies, conservation du bocage, prairies et haies existantes).

Cependant, constatant qu'en 2024 très peu de sujets faisant partie de la double haie bocagère plantée en 2020 sont encore présents dû aux chevreuils, le bureau d'étude préconise la replantation de cette double haie ou bien de conserver le vallon en l'état, car il présente un intérêt biologique indéniable selon ce bureau d'étude.

Considérant que la plantation de cette double haie était une mesure prévue par l'étude d'impact de ce site afin de protéger des espèces, il est indispensable de procéder à sa replantation et de mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires afin de protéger celle-ci (protection anti-gibier des plants, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, sous 2 mois, transmettre un plan d'action associé à la replantation de cette double haie et préciser les moyens qui seront mis en œuvre pour assurer la protection des plants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 29.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

L'entretien courant, le lavage et le ravitaillement des engins en carburant est réalisé sur une aire étanche raccordée à un séparateur à hydrocarbures.

Ces opérations font l'objet d'une procédure écrite qui précise les mesures de prévention des pollutions accidentelles qui comporte notamment : la mise à disposition d'un kit antipollution et la présence obligatoire du conducteur d'engin pendant le remplissage des réservoirs.

Les interventions mécaniques importantes ne sont pas autorisées sur la carrière.

Aucun stockage d'hydrocarbures ou d'autres produits liquides susceptibles d'occasionner une pollution accidentelle n'aura lieu sur le site de la carrière.

<p>Tout entreposage mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>Le site de la carrière d'Amigny comprend une aire étanche raccordée à un séparateur à hydrocarbure. Celle-ci est utilisée pour le ravitaillement des engins en carburant d'après l'exploitant.</p> <p>Le 26 février 2025, aucune intervention mécanique n'a été constatée au sein du périmètre de la carrière, ni aucun stockage d'hydrocarbures ou autres produits liquides susceptibles d'occasionner une pollution accidentelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation - protection des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 16.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit assurer la protection du puits situé sur la parcelle n° A138.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de garantir cette protection, il sera procédé à son comblement dans les règles de l'art. L'exploitant doit mettre en place la passerelle de franchissement du ruisseau séparant les parties nord et sud du site.</p> <p>L'exploitant doit aménager un premier bassin de décantation d'une surface de 8 000 m² situé au nord du ruisseau traversant le site, conformément aux dispositions de l'article 29.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 26 février 2025, l'exploitant de la carrière d'Amigny a indiqué ne pas avoir connaissance de l'existence d'un puits sur la parcelle n° A138 tout en précisant que celle-ci n'est pas exploitée actuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déterminera l'emplacement du puits situé sur la parcelle n° A138 et en assurera la protection, dans un délai de 4 mois, et avant tout démarrage de l'exploitation de cette parcelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>